

## Libye : une nouvelle donne géopolitique



La chute de Kadhafi est une victoire pour le peuple libyen qui est enfin débarrassé d'un tyran sinistre et fantasque. Cette victoire doit tout aux efforts déployés par la France pour faire pencher la balance du côté de la révolte libyenne. À ce titre, à Tripoli comme à Abidjan, les initiatives du président de la République ont démontré que Paris conserve une influence positive en Afrique malgré qu'en aient ceux qui prédisaient naguère la fin de sa politique africaine.

Il est notable que le jeu de la France s'est exercé par une intense action diplomatique au sein du Conseil de sécurité dont elle est heureusement l'un des membres permanents. Ainsi, l'intervention aux côtés de la révolte populaire libyenne n'a pas été conduite au nom d'une fumeuse théorie d'un prétendu droit d'ingérence mais dans le cadre légal de la résolution 1973 adoptée le 17 mars par le Conseil de sécurité des Nations unies, qui est la seule instance habilitée à régler l'ordre public international. C'est donc le vote de la résolution du 17 mars sous le chapitre VII de la Charte de l'ONU qui a permis aux pays qui le souhaitaient d'effectuer des frappes aériennes pour protéger les populations civiles et prendre « toutes mesures nécessaires ». Ce vote arraché par la diplomatie française malgré l'abstention de la Chine, de la Russie, de l'Inde et du Brésil auxquels s'était curieusement associée une Allemagne toujours prompte à contrecarrer les initiatives françaises en Méditerranée, a d'abord permis d'éviter un bain de sang à la population de Benghazi, puis l'intervention militaire de soutien à la révolte libyenne et au Conseil national de transition a finalement abouti au triomphe des insurgés contre les milices et les mercenaires de Kadhafi.

Il est clair que la fin du régime ubuesque de Kadhafi est de première importance pour la Libye et toute la région. Durant trop longtemps, les foudres du prétendu « guide » de la très surréaliste Jamahiriya ont non seulement empêché le développement de ce pays riche en pétrole (près de 45 milliards de barils de réserve, soit 4 fois plus que l'Algérie) et en gaz (encore peu exploité), mais encore provoqué une marginalisation empêchant la Libye d'avoir le rôle qui devrait être le sien dans l'espace maghrébin, arabo-musulman et méditerranéen. L'effondrement du système Kadhafi est donc également une bonne nouvelle pour la cause de l'unité du Maghreb arabe. Trop longtemps l'agitateur de Tripoli a été un élément perturbateur nuisant à la nécessaire intégration maghrébine et la construction d'un ensemble de coopération de plus de 100 millions de personnes. Il ne faut pas oublier qu'il a été, avec le régime algérien (son ultime soutien avec des mercenaires du Polisario!) l'un des pères fondateurs du groupe séparatiste Polisario au Sahara marocain, et plus généralement un fauteur de troubles permanent sabotant tous les projets d'intégration régionale.

Par ailleurs, l'installation d'un nouveau régime à Tripoli devrait permettre à la Libye de rejoindre le groupe des pays qui cherchent à développer la coopération au sein de l'espace méditerranéen. Avec le Maroc stable et consolidé par sa réforme constitutionnelle, une Tunisie et une Égypte régénérées, la Libye pourrait constituer un premier cercle dynamique de pays du sud pionniers des relations entre les deux rives de notre mer commune. Du coup, le grand projet d'Union pour la Méditerranée –que certains voulaient enterrer– pourrait retrouver un nouveau souffle.



Dans ces conditions, de belles perspectives s'offrent à ceux qui seront appelés à diriger la Libye nouvelle. Leur mission est historique; il s'agit non seulement de consolider l'unité nationale, d'assurer une transition dans le calme et la dignité, de mieux utiliser les ressources en faveur d'un développement durable, mais encore de donner à la Libye une bonne place dans une géopolitique régionale en pleine recomposition et dans laquelle le régime algérien se retrouve désormais bien isolé.

**Charles Saint-Prot**

*Directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques*



Le magazine libanais, publié en arabe et en français, Al Ayam dont Zeina el Tibi est le chef du bureau de Paris a un nouveau site Internet : [www.alayammagazine.com](http://www.alayammagazine.com)

## L'ARABIE SAOUDITE EN MOUVEMENT

Alors que le Royaume d'Arabie saoudite célèbre sa Fête nationale, le 23 septembre en commémoration de la réunion, en 1932, des provinces du Nadjd et du Hedjaz, les dirigeants s'emploient à donner une impulsion nouvelle au développement de ce pays de 23 millions de citoyens (sans compter les immigrés) –et premier producteur de pétrole du monde– qui est le gardien des Lieux Saints de l'Islam, la principale puissance arabe et occupe une place centrale sur l'échiquier international.

## LE PLUS HAUT GRATTE-CIEL DU MONDE

Symbole du dynamisme que veut afficher le Royaume, la mise en chantier de ce qui sera la plus haute construction du monde, 1 000 mètres de haut, a démarré à Djedda, au début août 2011. Ce gratte-ciel, Bourj al Mamlaka (La tour du Royaume) qui devrait être achevé en 2016, fait partie de la première phase de développement du quartier Madinat al Mamlaka (la cité du Royaume), qui se situera au nord de la ville portuaire, située sur le bord de la mer Rouge. Ce quartier, qui a bénéficié d'un investissement de près 19 milliards d'euros depuis 2008, sera construit sur une surface de 5,3 millions de mètres carrés. Lors de la conférence de presse qui a annoncé le démarrage du projet, le prince al-Walid Ben Talal, chef de file du projet fruit de la coopération entre sa structure d'investissement Kingdom Holding et le géant du BTP saoudien, le groupe Ben Laden, a précisé que ce projet vise évidemment à lancer « un message sur la solidité de l'économie saoudienne » en insistant également la stabilité politique du Royaume.

L'aménagement du quartier Madinat al Mamlaka à Djedda s'inscrit d'ailleurs dans un vaste programme de plus de 280 milliards d'euros lancé sous l'impulsion du Roi Abdallah visant également à améliorer les infrastructures et à répondre aux besoins de logements nouveaux pour une population qui a connu un véritable boum démographique. Si l'on ajoute le plan de relance d'une centaine de milliards d'euros lancé par le Roi au printemps 2011, on comprend pourquoi le pays pourrait afficher une croissance de l'ordre 4,5% pour l'année 2011.

Par ailleurs, la monarchie saoudienne a pris conscience que l'explosion démographique doit conduire à se mobiliser pour améliorer la vie des Saoudiens. À cet effet, un plan massif d'aides sociales d'une cinquantaine de milliards d'euros a été annoncé par le roi Abdallah, au printemps dernier.



## UNE PRODUCTION PÉTROLIÈRE RECORD

Les grands chantiers économiques et sociaux sont naturellement rendus possibles par des revenus pétroliers considérables. La détention des premières réserves de naphte du monde a permis à Riyad de compenser l'arrêt de la production en Libye tout en augmentant sa production pour satisfaire ses besoins financiers. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le Royaume a extrait 9,8 millions de barils équivalent pétrole par jour au mois de juillet. Depuis le début de 2011, il a augmenté sa production de 1,1 million de barils par jour afin d'éviter une envolée des prix en Europe. Ainsi, Riyad reste le grand arbitre et l'acteur essentiel en matière d'énergie mondiale. C'est dire combien la prospérité et la stabilité de l'Arabie saoudite sont des facteurs fondamentaux de la géopolitique internationale.

**Charles Saint-Prot**

## COLLOQUE À L'ENA LE MAROC : UNE MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE

Au cours d'une journée d'étude, organisée le 30 juin 2011 à l'École nationale d'administration à Paris par l'Observatoire d'Études géopolitiques (OEG), la revue marocaine REMALD et la faculté de droit de l'Université Paris Descartes, les intervenants ont présenté des regards croisés sur le projet de la nouvelle Constitution marocaine, soumise au référendum populaire du 1<sup>er</sup> juillet.

Les participants, parmi lesquels figuraient les politologues et juristes Christophe Boutin, Michel Degoffe, Thierry Rambaud, Michel Rousset, Frédéric Rouvillois Charles Saint-Prot, Mohammed Benyahya, Ahmed Bouachik, Najib Ba Mohamed, Mme Nadia Bernoussi et Abdellah Harsi, ont chacun porté une réflexion sur un axe du nouveau texte. Les actes du colloque seront publiés par la REMALD et l'OEG.



## ACTIVITÉS - PUBLICATIONS

- Charles Saint-Prot a donné de nombreux commentaires sur la situation en Libye et en Syrie à plusieurs médias radiophoniques et télévisés français et étrangers.

- Zeina el Tibi a participé à l'émission d'information Le rendez-vous des tchatcheuses sur Radio France Internationale, le 1<sup>er</sup> septembre.

- Zeina el Tibi, présidente déléguée de l'OEG, participe aux « Rencontres Capitales » organisées dans le cadre des activités de Marseille capitale européenne de la culture, les 14 et 15 octobre 2011. Elle intervient notamment dans le débat « Droits de l'Homme, droit d'ingérence : comment protéger les populations? » avec William Bourdon, Bernard Kouchner et Michel Vauzelle.

- À lire sur le site de **grotius.fr**

« Internet et les crises des pays arabes » par Zeina el Tibi, présidente déléguée de l'OEG

<http://www.grotius.fr/analyse-internet-et-les-crises-des-pays-arabes-2>

### L'Islam et l'effort d'adaptation au monde contemporain, l'impératif de l'ijtihâd

Sous la direction de Charles Saint-Prot et Abdulaziz Othman AlTwaïjri

L'ijtihâd, c'est-à-dire l'effort d'adaptation visant à tirer des sources fondamentales des règles adaptées aux évolutions et en prenant en considération l'intérêt public, doit être replacé au centre de l'avenir du monde islamique. En effet, l'Islam ne signifie pas inertie et sclérose, et encore moins extrémisme, il signifie mouvement et dynamisme. Dès lors, l'enjeu consiste à revenir aux sources fondamentales, le Coran et la Sunna, pour perpétuer un esprit réformiste qui permettra à l'Islam de faire face aux défis du monde contemporain en combinant l'authenticité et le progrès.

Cet ouvrage, publié sous la direction des docteurs Charles Saint-Prot et Abdulaziz Othman AlTwaïjri par CNRS éditions à Paris, rassemble les analyses d'universitaires de plusieurs pays qui ont participé, en 2009, au colloque international organisé en avril 2009, au siège de l'Unesco à Paris, par l'Organisation islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ISESCO), l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris (OEG) et la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes.



**L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG)** de Paris est un institut de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique. Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à **Paris**, un bureau à **Beyrouth** pour le Proche-Orient et des correspondants sur les cinq continents.

**Directeur** : Charles Saint-Prot

**Présidente déléguée** : Zeina el Tibi

**Conseil scientifique** :

Professeur Jean-Yves de Cara  
*professeur à la Faculté de droit Paris Descartes*

Doyen Michel de Guillenchmidt  
*professeur à la Faculté de droit Paris Descartes*

Dr François-Bernard Huyghe  
*docteur en science politique (hdr),  
enseignant à l'École de guerre économique*

Professeur Edmond Jouve  
*professeur émérite des Universités*

Professeur Pierre Pascallon  
*professeur agrégé des Universités  
à l'université de Clermont-Ferrand*

Doyen Jean-François Poli  
*Université de Corse*

Professeur Frédéric Rouvillois  
*Professeur agrégé de droit public,  
à la Faculté de droit Paris Descartes*

Professeur Henri Védie  
*économiste, Groupe HEC*

**Siège de l'OEG**

14 avenue d'Eylau - 75016 Paris

T. +33 (0)1 77 72 64 27 et 28

F. : +33 (0)1 77 72 64 29

etudesgeo@yahoo.com

www.etudes-geopolitiques.com

Secrétariat : du lundi au vendredi de 9h30 à 18 h

**Bulletin de l'OEG**

**Directrice de la publication** : Zeina el Tibi

ISSN : 2106-5187



## نشرة معهد الدراسات الجيوسياسية رقم 16 أيلول - سبتمبر 2011

في ظل هذه الظروف، تستطيع ليبيا الجديدة أن تتخذ لها موقفاً متميزاً في جيوبوليتيكا إقليمية يكتمل تشكلها.

أحد أهم إصدارات المركز الوطني للبحث العلمي CNRS في باريس (أكتوبر/تشرين الأول 2011)

الإسلام والتكيف مع العالم المعاصر: ضرورة الاجتهاد بإشراف د. شارل سان برو ود. عبد العزيز عثمان التويجري يهدف الاجتهاد الى استخلاص فروع، من الأصول الجوهريّة، تتكيف مع التطور والتقدم وتأخذ بعين الاعتبار المصلحة العامة. وينبغي بالتالي أن يأخذ مركز الصدارة في العالم الإسلامي. والواقع أن الإسلام لا يعني الجمود والتصلب، كما أنه ليس تطرفياً، بل يعني الحركة والدينامية. ويكمن الرهان اليوم، بالنسبة للإسلام، في العودة الى الأصول الجوهريّة، الى القرآن الكريم والسنة الشريفة، لينطلق بزخم جديد ويستنفد كل الطاقات بغية التوفيق بين الأصالة والتقدم من أجل الإسهام في تقديم الحلول الكبرى لقضايا الإنسانية.

هذا الكتاب يضم أعمال مفكرين وجامعيين من عدة بلدان شاركوا، عام 2009، في الندوة الدولية الأولى التي انعقدت في شهر ابريل/نيسان 2009، في مقر اليونسكو (UNESCO) في باريس، وأشرف على تنظيمها المنظمة الإسلامية للتربية والعلوم والثقافة (ISESCO) ومركز الدراسات الجيوسياسية في باريس (OEG) وكلية الحقوق في جامعة باريس ديكار.

الباحثون المشاركون:

الدكتور عبدالعزيز عثمان التويجري، المدير العام للمنظمة الإسلامية للتربية والعلوم والثقافة. الدكتور شارل سان برو (فرنسي): مدير مركز الدراسات الجيوسياسية في باريس، باحث متخصص في القانون والحضارة الإسلاميين في جامعة الحقوق بباريس ديكار. الدكتور عصام الدين احمد البشير، مدير عام المركز الدولي للوسطية في الكويت. الشيخ إحسان بغيراني، مدير معهد الأسد لتحفيظ القرآن في دمشق. الأستاذ وجيه البعيني، أستاذ وباحث لبناني، مترجم للعديد من المؤلفات الفلسفية. الدكتور مصطفى شريف، أستاذ في جامعة الجزائر، مدير الماستر الدولية للدراسات في جامعة برشلونة المفتوحة. الدكتور اريك جوفري، متخصص في الإسلام في جامعة مارك بلوخ في ستراسبورغ. الدكتورة فلورانس جان، أستاذة في جامعة كورسيكا (فرنسا). الشيخ طاهر مهدي، أستاذ في جامعة لوفين وجامعة كاتالونيا المفتوحة. الدكتور محمد الموسوي، رئيس المركز الفرنسي للدين الإسلامي. الدكتور محمد المصلح، أستاذ في جامعة محمد الأول في وجدة (المغرب). الأستاذ أسامة نبيل، أستاذ في جامعة الأزهر في القاهرة. الشيخ طارق اوبرو، إمام ورئيس معهد ديني في جامع بورديو (فرنسا).

## ليبيا: توزيعه جيوسياسية جديدة

د. شارل سان برو

مدير مرصد الدراسات الجيوسياسية

يعتبر سقوط ألقذافي انتصاراً للشعب الليبي الذي تخلص أخيراً من طاغية مشؤوم ومثير للسخرية. ويعود الفضل في هذا الانتصار الى الجهود التي بذلتها فرنسا. بهذا الصدد، برهنت مبادرات الرئيس ساركوزي، إن كان في طرابلس أو في ابيدجان، على أن لفرنسا تأثير إيجابي في أفريقيا.

والجدير بالذكر أن فرنسا قد لعبت دوراً دبلوماسياً فعالاً داخل مجلس الأمن، الذي تشكل أحد أعضائه الدائمين. وعلية، فإن وقوفها الى جانب الثورة الليبية لم يأت باسم نظرية ضبابية عن ادعائها بالحق في التدخل، بل في الإطار الشرعي للقرار 1973 الذي اتخذته مجلس الأمن في الأمم المتحدة بتاريخ 17 مارس/آذار، حيث أن الأمم المتحدة هي السلطة الوحيدة المخولة بتسوية الشأن العام الدولي. هذا التصويت أتاح، في المقام الأول، تحالف حوام دم بالنسبة لسكان بنغازي، ومن ثم أدى التدخل العسكري لدعم الثورة الليبية والمجلس الوطني الانتقالي الى انتصار الثوار ضد ميليشيات ومرتزة ألقذافي.

من الناقل الإنكار أن سقوط نظام القذافي هو ذو أولوية بالنسبة لليبيا والمنطقة ككل. فخلال حقبة طويلة، منعت تحديات " القائد" المزعوم، ليس تطور البلد الغني بالنفط فحسب، بل أدت الى تهميشه على الساحة المغربية العربية- الإسلامية والمتوسطية. انهيار نظام ألقذافي هو إذاً خبر سار بالنسبة لوحدة المغرب العربي. وخلال حقبة طويلة، كان " محراك" طرابلس عنصراً مثيراً للفتن ومسيئاً لضرورة التكامل المغربي. ولا ننسى أنه كان، مع النظام الجزائري ( الذي دعمه مؤخراً بمرتزة من البوليساريو!)، أحد أوائل المؤسسين لجماعة انفصال البوليساريو عن الصحراء المغربية.

المقابل، فإن تأسيس نظام جديد في طرابلس يجب أن يتيح لليبيا أن تنضم الى مجموعة البلدان التي تسعى الى تعزيز التضامن داخل الحيز المتوسطي. ومع المغرب المستقر والمعزز بالإصلاح الدستوري، وتونس ومصر المتجددتين، تستطيع ليبيا أن تشكل أول حلقة دينامية لبلدان الجنوب الطليعية في العلاقات بين ضفتي بحرنا المشترك. وفي نفس الوقت، قد يحظى المشروع الفرنسي الكبير (الاتحاد من أجل المتوسط)، بروح جديدة.